

Sami Rehman : biographie pour le poste d'administrateur EC de l'ACEP

Je m'appelle Sami Rehman. Je travaille à Santé Canada comme analyste principal de politiques depuis près de 18 ans. Je participe activement aux activités du syndicat depuis plus de dix ans. Depuis 2015, j'ai le privilège de servir nos membres et confrères en tant que président du Comité d'audit de l'ACEP.

Activités de l'ACEP :

Depuis mon arrivée au Comité d'audit de l'ACEP, en 2015, je travaille sans relâche avec mes collègues à établir et maintenir une structure et des procédures adéquates de contrôle interne pour l'établissement des rapports financiers. J'ai également rationalisé le processus de vérification de l'ACEP. En 2017, au terme d'un appel d'offres, nous avons retenu les services de nouveaux auditeurs externes pour l'examen des états financiers de l'ACEP relatifs à l'exercice se terminant le 30 avril 2018.

Comme vous le savez probablement, en 2017, je me suis aussi employé, de concert avec le CEN et la direction, à mettre au jour et à scruter une série d'opérations financières non étayées (de l'ordre de 400 000 \$) effectuées depuis 2009. Par la suite, en qualité de président du Comité d'audit, j'ai recommandé au CEN d'adopter des contrôles et des processus supplémentaires d'envergure afin de réduire les risques financiers.

Par ailleurs, j'occupe les fonctions de secrétaire et trésorier de la Section locale n° 512 de l'ACEP — Santé Canada et Agence de la santé publique du Canada.

Ma philosophie pour l'ACEP :

Je pense que nos membres seront mieux servis si nous améliorons la gestion des fonds de l'ACEP, que nous portons une attention spéciale aux nombreux problèmes graves comme le système de paie Phénix et les négociations avec le Conseil du Trésor et que nous offrons une représentation juridique de grande qualité à nos membres lorsqu'ils sont confrontés à des actes injustifiés de l'employeur.

En tant que président du Comité d'audit de l'ACEP, je suis grandement préoccupé par l'augmentation du coût des services juridiques et professionnels sollicités pour régler diverses poursuites se chiffrant en millions de dollars. La plupart de ces litiges ont pu voir le jour en raison de l'absence de contrôles internes adéquats, d'une mauvaise gestion et de problèmes de communication.

En tant que membre du CEN, je peux apporter un point de vue éclairant sur la façon d'aborder la plupart de ces questions et contribuer à bâtir une meilleure organisation pour le bien de nos membres.

Études :

Je détiens un doctorat de l'Université de la Floride, aux États-Unis et une expérience postdoctorale auprès de l'Institute of Food and Agriculture Sciences, Floride, É.-U.